

ATELIER : GOUVERNANCE ET COHESION TERRITORIALE

12 personnes ont choisi cet atelier.

La problématique de l'atelier

Les années 2008-09-10 annoncent une situation nouvelle dans le paysage territorial en France et en Europe

Avec en 2008 le livre vert de la Commission sur la cohésion territoriale et la mobilisation des acteurs pour y répondre en 2009 ; le rapport Barca qui lance le processus de réforme de la politique européenne de cohésion ; Lux'09 pour l'économie solidaire ; le livre blanc du Comité des Régions sur la gouvernance à multinationaux ;

Avec les élections européennes en 2008 ; l'adoption fin 2009 du traité de Lisbonne qui donne une base juridique à ce troisième pilier de la politique de cohésion et engage la mise en place du processus institutionnel européen; avec en France l'engagement du débat sur la réforme des collectivités territoriales et en 2010 les élections régionales.

L'atelier **gouvernance et cohésion territoriale** s'est interrogé ainsi : *Comment ces contributions au livre vert et au livre blanc et cette nouvelle politique européenne naissante peuvent-elles aider les territoires à relever les défis de la crise et du développement ? Comment se saisit-on de ces opportunités ?*

Le débat :

Jean-Pierre Pellegrin s'interroge sur l'importance de ces changements, l'ambiguïté et la signification de ce passage d'une cohésion jusque là économique et sociale à une cohésion économique, sociale et territoriale.

Pierre Calame de la Fondation pour le Progrès de l'Homme souligne qu'il faut se saisir de l'opportunité qu'offre ce changement de référentiel pour élargir les fissures. Il y a une demande à laquelle les collectivités territoriales ne savent pas comment répondre. La réforme des collectivités territoriales en France va à l'inverse de l'histoire en niant l'importance des coopérations entre niveaux de collectivités et en privilégiant des blocs de compétences par type de collectivité. Il formule diverses propositions. Le duo filière – territoire devrait remplacer au XXI^e siècle l'acteur pivot de l'économie que représentait la grande entreprise au XX^e siècle. Il propose la mise en place d'agences de l'économie régionales pour mieux comprendre le métabolisme du développement des régions. Il note que c'est un moment privilégié pour faire avancer les monnaies régionales. Il fait part de la portée mais aussi des limites de la démocratie participative.

Stéphane Vincent de la 27^{ème} région (« première agence d'innovation publique qui permet aux Régions de préparer l'avenir et de changer leurs méthodes d'action ») fait part de l'importance d'un changement de gouvernance pour les acteurs publics qui sont face à une crise de la décision. Il souligne le défi majeur concernant l'organisation administrative, avec l'absence de nouveaux modèles et le besoin d'étudier comment fonctionne cette boîte noire, par quelles démarches on peut rénover les processus, créer de nouvelles méthodes de co-conception (exemple de la rénovation d'un lycée) pour les appliquer à des problèmes de société.

Bruno Racine note l'importance des avancées faites par les contributions aux débats sur la cohésion territoriale et sur la gouvernance multinationaux quant au renouvellement de ces modèles de gouvernance, tant sur le plan interne des administrations des collectivités que sur l'aspect externe de leurs relations. Si le décloisonnement entre les services et la transversalité constituent un besoin dans les administrations, il l'est aussi entre les familles d'acteurs sur un territoire. Il existe également dans les interrelations entre les territoires. Ce déficit est une

caractéristique majeure de l’interterritorialité en France et appelle à des coopérations renforcées entre territoires autour de projets à différents échelles. C’est aussi un des aspects majeurs de gouvernance qui n’est pas traité dans la réforme des collectivités territoriales en cours en France.

James Renaud du Conseil de développement de la Communauté d’Agglomération de Poitiers insiste sur le besoin d’approfondir la question de la participation des citoyens dans les processus de gouvernance : comment on co-construit ? Comment on conçoit les projets avec les gens. Il exprime l’idée que l’Économie sociale avec les Mutuelles a failli sur ce plan.

Stéphane Loukianoff de l’UNADEL conforte ces points de vue en notant que les conseils de développement, représentant la société civile auprès des Pays ou des Agglomérations, ne sont pas considérés dans le projet de loi. La logique de périmètre a supplanté la logique de processus et de projet. La gouvernance des politiques publiques, son rôle dans la régulation sociale correspond à des enjeux fondamentaux de société aujourd’hui, y compris dans les intercommunalités. Les débats publics sur le livre vert et le livre blanc ouvrent des démarches pour changer les modèles et pour que les politiques publiques évoluent.

Pierre Calame insiste sur les méthodes pour construire de l’intelligence collective. C’est sur la capacité de réponse des Conseils Régionaux à la crise que se situe le problème. La réforme des collectivités territoriales imposée par Sarkozy est une véritable régression au lieu d’être l’occasion qu’elles deviennent les catalyseurs et les synthétiseurs du changement.

Paulette Pommier souligne le rôle du jacobinisme de l’Etat dans cette évolution. Elle souligne l’intérêt de s’appuyer sur des pratiques (à l’exemple de la Région Rhône-Alpes et de son schéma de formations) qui montrent à l’inverse le rôle essentiel des territoires dans les projets.

M. Ribarger exprime l’idée que l’Économie sociale et solidaire a loupé le coche et que la société civile doit prendre sa place. Éric Lavillunière, Coordinateur Général de Lux’09, souligne le rôle essentiel de la participation, mais aussi que l’association n’est pas la meilleure forme pour gérer.

En **conclusion**, afin de définir une intention et un premier pas concret annoncés pour ce chantier d’approfondissement qui s’engage, Bruno Racine souligne en synthèse de cet atelier :

- d’une part le besoin fondamental de construire des espaces d’échanges ouverts sur les territoires - vecteur de la société civile et de solidarité, facilitateur de projets, laboratoire d’idées et de R&D ;
- d’autre part après la contribution des Pactes au livre vert, la signature d’une contribution conjointe Pactes Locaux – APFP au livre blanc, gagnons d’autres réseaux, organisations et acteurs sur les territoires autour de cette nouvelle gouvernance et cohésion territoriale ;
Contribuons à rassembler en France, en Europe et à l’échelle mondiale autour de cette démarche pour peser dans les changements qui se profilent.

Pierre Calame appelle à faire circuler des matériaux pour penser autrement l’économie, les territoires, la gouvernance. Je l’invite à joindre au compte-rendu de l’atelier ses propres documents se référant à cette problématique. Dans cet esprit et pour irriguer ce chantier qui démarre, je joins à la réflexion collective mon travail qui a nourri la préparation de cet atelier : « *L’objectif de cohésion territoriale. Chemins et horizons nouveaux de développement des territoires en Europe* ». Merci de vos contributions à ce chantier « **gouvernance et cohésion territoriale** ».